"Trouver des milliards, ce n’est pas si compliqué" : Paul Magnette détaille son budget pour dégager 16 milliards d’euros

31 août 2026 à 10:11 Par Miguel Allo sur la base d'une interview de Laurent Mathieu

Le gouvernement fédéral cherche 10 milliards d’euros pour équilibrer ses comptes d’ici la fin de la législature. Ce dimanche, Paul Magnette a, lors du Family Day des socialistes francophones, déclaré que "trouver des milliards, ce n’est pas si compliqué que cela". Le président du PS a-t-il joué la carte de la simplicité ? Il a répondu à nos questions ce lundi matin sur la Première en radio.

Au lendemain de sa déclaration, le président du Parti socialiste, n’a pas de doute : "*C’est une manière de rappeler que pour trouver des milliards, il faut regarder au bon endroit*". Selon lui, le gouvernement De Wever ne cherche de l’argent que dans la poche des travailleurs, des pensionnés et les calculs, précise-t-il, montrent que "*95% de l’effort budgétaire est porté par les travailleurs à travers de nouvelles taxes, des hausses de tarifs ou par les pensionnées qui vont subir des économies drastiques sur leurs pensions*". Paul Magnette annonce ce chiffre : "*Les pensionnés vont perdre en moyenne 1000 euros*". Cela concerne les retraités actuels et futurs, dit-il.

Faire autrement

Pour le dirigeant socialiste, il est possible de faire autrement que le gouvernement fédéral pour trouver de l’argent. C’est ce qu’il a fait dimanche en proposant un budget alternatif dans lequel il cite :

- Une réduction des dépenses en armement de deux milliards d’euros
- Taxer les surprofits des banques et du secteur énergétique ce qui rapporterait deux milliards d’euros.
- Mettre de l’ordre dans les aides allouées aux entreprises, encore deux milliards d’euros
- Augmenter les salaires de 1% par an, rapporterait 4 milliards d’euros par an dans les caisses de l’État.
- Mettre à contribution les grandes fortunes pour un montant de 6 milliards d’euros

Pour confectionner son budget alternatif, Paul Magnette insiste : "*Sur papier on peut effectivement trouver 16 milliards sans toucher les travailleurs et les pensionnés. Et, c’est très important, sans mettre à mal notre économie*".

Un budget : deux visions

Le budget du gouvernement fédéral et l'alternative proposée par le PS relèvent d'un débat économique. Bart De Wever propose une vision du budget basée sur la rigueur. Paul Magnette estime que les choix du gouvernement ne portent pas leur fruit et préfère miser sur une économie de relance, appelée aussi politique keynésienne.

En résumé, il s'agit d'injecter de l'argent dans l'économie, les gens vont consommer, cela va favoriser la croissance et donc augmenter les recettes de l'État. Cela dit, l'histoire montre que cette politique économique proposée par le PS n'a pas toujours fonctionné, notamment en France en 1981 sous Mitterrand. Il ne s'agit donc pas d'une recette miracle, mais d'un pari.

Paul Magnette l'admet : "*il n'y a pas de solution miracle en économie*". Mais il insiste : "*La politique qui est mise en place par le gouvernement, c'est un échec total*". Selon lui, le déficit va doubler, la dette publique va augmenter de 20%. Bref, "*l'économie belge va extrêmement mal*", dit-il encore.

L'inflation et les choix politiques

L'inflation en Belgique au mois d'août a atteint 3,96%. Ce dimanche, le président du PS déclarait que l'augmentation des prix n'est pas un hasard, mais relève des décisions des gouvernements MR-Engagés. Si l'on compare cela à la politique menée par le gouvernement socialiste espagnol, on constate que l'inflation est à 4,30%.

Paul Magnette estime qu'il y a dans ce constat une partie liée à la conjoncture. Mais il ajoute que le gouvernement précédent – auquel participait le PS - a fait face à la crise du Covid-19, à la crise de l'Énergie et pourtant, "*nous avons terminé avec ce gouvernement avec 300.000 emplois créés en plus*, *400.000 personnes sorties de la pauvreté et un taux de déficit en dessous de 3%*" insiste le président socialiste. Et d'estimer qu'"*il faut donc arrêter de croire qu'il y a un contexte international, on ne peut rien y faire. Non, les résultats sont les conséquences de choix politiques*".